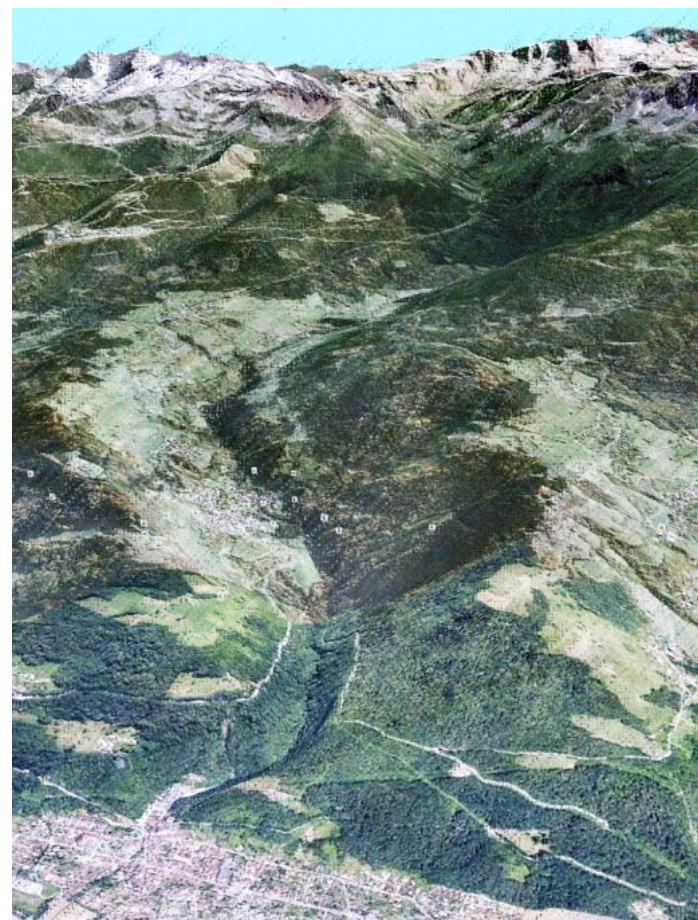


# P.L.U.

Plan local d'urbanisme de la commune de LAVAL (38190)

## PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Corrigé suite au débat du  
Conseil Municipal du 7 mai  
2019



# Sommaire

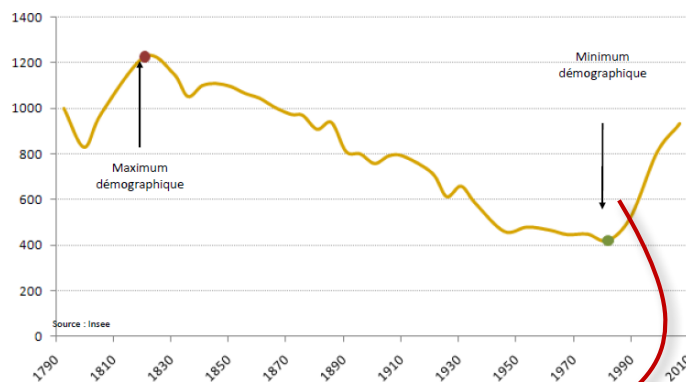
✿	<b>Orientation n°1</b>	Maîtriser l'urbanisation avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale	p.2
✿	<b>Orientation n°2</b>	Protéger et valoriser le patrimoine naturel	p.6
	<b>Orientation n°3</b>	Protéger et valoriser le patrimoine sylvicole et agricole	p.8
✿	<b>Orientation n°4</b>	Préserver et valoriser le patrimoine bâti	p.11
✿	<b>Orientation n°5</b>	Protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques	p.13
✿	<b>Orientation n°6</b>	Préserver et redynamiser le développement économique	p.15
✿	<b>Orientation n°7</b>	Améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux	p.17

# 1

## Maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale communale



Evolution de la population depuis 1790



Problèmes de dimensionnement des réseaux et des infrastructures

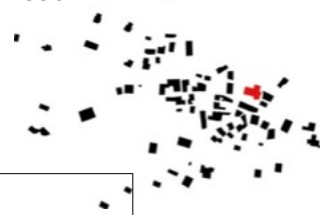
1824



2006



1990



La commune de Laval présente, à l'échelle de la région urbaine grenobloise, des caractéristiques singulières, qui affirment son identité et forgent son attractivité :

- un **cadre naturel et un patrimoine bâti** remarquables,
- une **proximité avec l'axe Grenoble/Chambéry**,
- un **tissu associatif très présent**,
- une **activité agricole et sylvicole dynamique**.

Entre 1990 et 2012, la population communale a quasiment doublé, passant de 525 à 970 habitants. A de rares exceptions près, le développement résidentiel s'est fait essentiellement sous forme **d'habitat individuel isolé**. Ce type de développement est fortement consommateur d'espace.

La **singularité des hameaux** d'origine **disparaît** peu à peu, l'urbanisation le long des routes a eu tendance à relier entre eux des ilots originellement isolés, brouillant la lisibilité initiale mais également **générant des risques** (juxtaposition habitat/axe de transit).



# 1

## Maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale communale



### Les Orientations



> L'urbanisation future sera concentrée sur les deux polarités principales pour valoriser au mieux les infrastructures existantes (voiries, réseaux...) :

- **le Bourg**, afin de valoriser les relations de proximité avec les équipements publics (écoles, mairie, plateau sportif) et renforcer l'attractivité des commerces du quotidien

- **Prabert**, hameau le plus peuplé après le bourg, qui dispose d'un gros potentiel de densification.

> Fixer une croissance de l'habitat « raisonnée » compatible avec les équipements et infra structures existantes ou prévues (école, assainissement, salles) et **faiblement consommatrice d'espaces agricoles ou naturels**.

La commune souhaite encourager le **réinvestissement du bâti existant et la densification des parcelles déjà bâties** avec un objectif de produire 1/3 des futurs logements de cette manière.

En cohérence avec cet objectif d'une croissance de l'habitat raisonnée, la commune se fixe les objectifs de modération de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers suivants :

- Réduire d'au moins 50% la superficie moyenne de terrain consommée par logement neuf par rapport à ce qui a été fait sur la période 2009-2019 (1600m<sup>2</sup>). Soit un **objectif de consommation moyenne de 700m<sup>2</sup> par futur logement neuf construit sur les parcelles non bâties**.

- Les parcelles constructibles non bâties et les tènements bâtis de plus de 3000m<sup>2</sup> et générant du potentiel constructible à vocation d'usages mixtes (habitat, services, commerces, équipements, activités économiques compatibles...) ne devront pas dépasser 4,8 Ha pour les 12 années à venir.

Au-delà de ces espaces nécessaires pour le développement attendu au cours des 12 prochaines années, **les autres espaces non bâtis seront reclassés en zone agricole ou naturelle selon leur vocation**.

> Il s'agit de **promouvoir d'autres formes urbaines**, telles celles générées par l'habitat intermédiaire. De même, les anciennes granges ayant perdu leurs fonctions d'origine offrent un potentiel important pour répondre à la demande de logement.

> Permettre une **diversification de l'offre de logements**

(individuels, intermédiaires groupés, petits collectifs, en accession et locative) pour maintenir une mixité sociale et **permettre un parcours résidentiel complet, notamment en fixant des objectifs à atteindre dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de Prabert et de la Martelière**.





# 1

## Maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale communale



### Les Orientations

> **Contenir l'évolution de l'urbanisation dans des périmètres compacts** dont les limites correspondent le plus souvent possible à des éléments physiques du paysage (chemins, routes, haies, ensembles boisés...) en limitant par exemple le développement linéaire le long des voies de circulation en périphérie de hameau (Planeysard-La Boutière ; Fuzier-Prabert).

> **Renforcer les liens entre parties anciennes et récentes** des hameaux, par un traitement approprié des espaces publics, la mise en valeur des liaisons piétonnes, des densifications ciblées.

> Etablir des **règles de construction** pour produire des bâtiments adaptés au contexte (topographie, paysage, relation avec l'espace public et les parcelles mitoyennes,...) et composant harmonieusement avec l'existant.



## 2 Protéger et valoriser le patrimoine naturel

La commune souhaite contribuer activement à **une démarche de développement durable**.

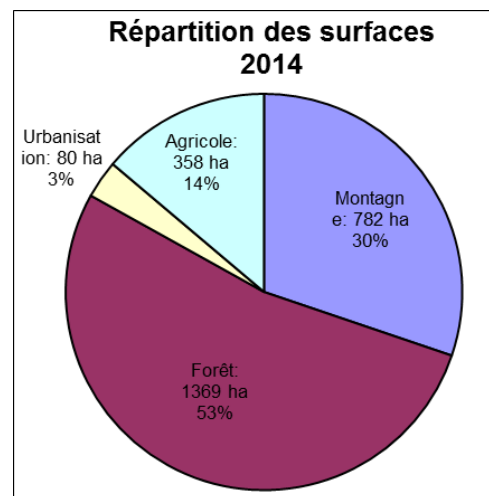
Le territoire comporte de nombreux secteurs qui revêtent un intérêt important en terme paysager (eau, prairies, forêt...) et qui sont propices à de nombreuses activités de pleine nature (VTT, randonnées, ski de randonnée, ski de fond, chasse, pêche, cueillette...).

Notre paysage est marqué par une **très forte augmentation des surfaces boisées** à proximité des hameaux contre laquelle il convient d'agir.

Pour atteindre l'ambition d'un territoire à énergie positive au niveau du Grésivaudan, notre commune souhaite **privilégier les démarches limitant les consommations énergétiques et favoriser le recours aux énergies renouvelables locales** (notamment solaires et bois largement présent sur notre territoire).

En 60 ans,

- > la surface agricole a diminué de 289 ha
- > L'urbanisation a progressé de 30 ha
- > La forêt a progressé de 336 ha



Exemple d'une intégration de capteurs solaires en toiture réussie



Prabert 1950



Prabert 2014



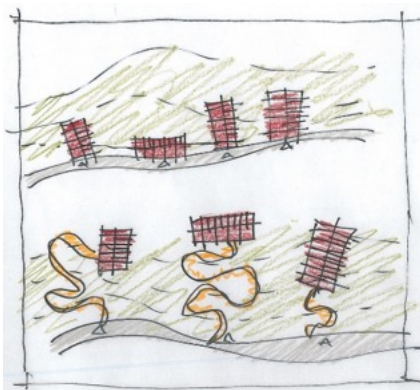
## 2 Protéger et valoriser le patrimoine naturel



### Les Orientations

> **Protéger** nos ressources naturelles (air, eau, énergie, ...) et en particulier les **sites naturels** répertoriés (ENS communal du col des Mouilles), ou non tels que les tourbières, les zones humides, les ruisseaux, les haies paysagères

> Favoriser l'utilisation de **modes de transports doux** (marche, vélo) sur les espaces publics et privés (par exemple entre le Bourg et le Ruisseau)



> **Réduire** le plus possible l'emprise de la forme urbaine particulièrement au niveau des **voies d'accès** et favoriser la mutualisation autant que possible.



## 2 Protéger et valoriser le patrimoine naturel



### Les Orientations

Afin de pérenniser la **richesse et la diversité paysagère**, il convient de :

- > Préserver et conforter les **corridors écologiques présents** sur la commune ( ruisseaux, réseaux de haies, espaces ouverts permettant le passage de la faune ) : trames vertes et bleues.
- > Préserver les **valeurs paysagères** ponctuelles qui participent à l'identité particulière de la commune (sentier des crêts, perspectives de vue vers les hameaux...)
- > **Lutter** contre la prolifération dans les villages **d'arbres de grande hauteur** nuisibles au voisinage (masque solaire, absence de perspective...).





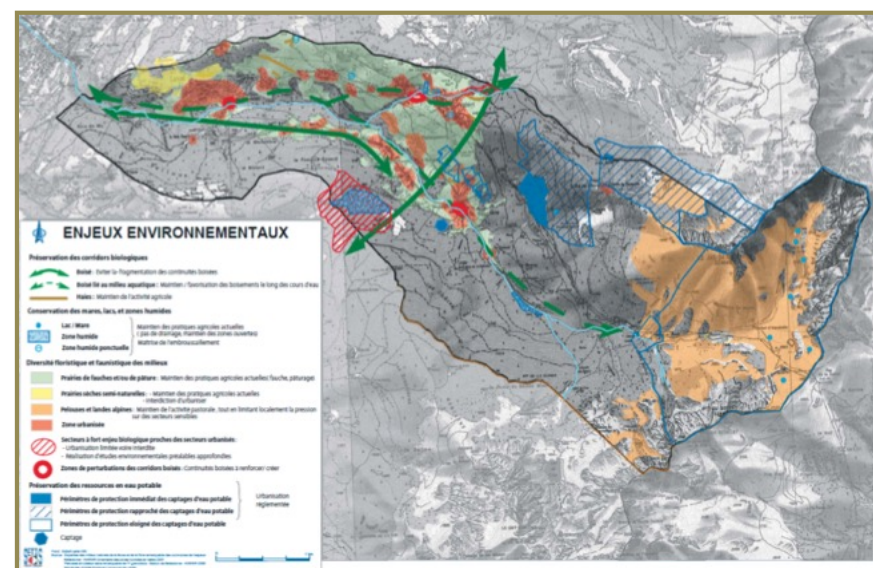
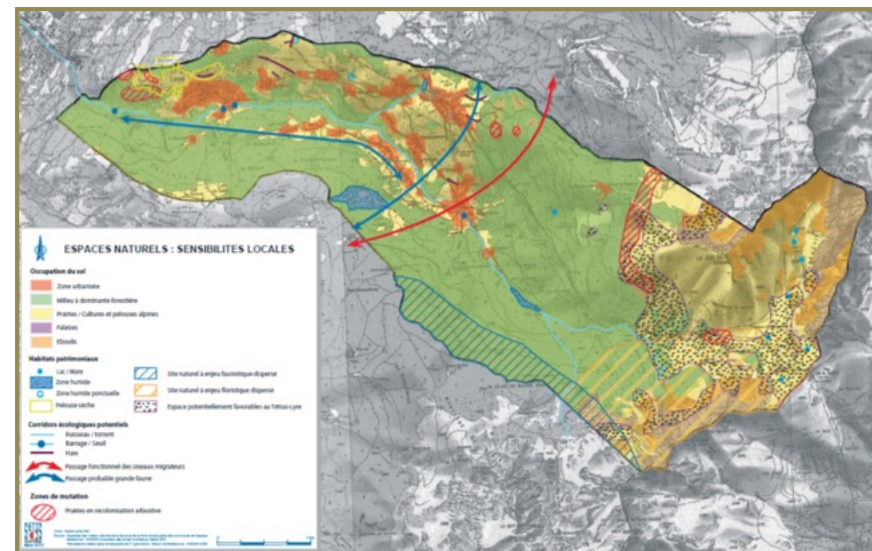
# 3 Protéger et valoriser le patrimoine sylvicole et agricole



La commune bénéficie d'un environnement paysager, écologique et naturel de grande qualité, constitué de paysages variés (coteaux, prairies, alpages, forêts, cours d'eau, zones humides...). Certains de ces sites sont recensés pour leur intérêt écologique et font l'objet d'un inventaire.

Parallèlement aux zones d'activités sylvicoles, ces espaces sont supports d'activités agricoles réelles et diversifiées permettant des productions de terroir de qualité et jouant un rôle important dans le maintien à distance de la forêt et de la friche.

La mise en valeur de ce patrimoine passe par la pérennité des activités sylvicoles et agricoles.



# 3 Protéger et valoriser le patrimoine sylvicole et agricole



## Les Orientations

Afin de  **pérenniser l'activité agricole**  existante sur la commune, il convient de :

>  **Protéger les zones agricoles**  stratégiques notamment les terrains plats, mécanisables et les terrains à proximité des exploitations et en faciliter l'accès.

>  **Protéger les bâtiments agricoles existants**  en les préservant des processus d'enclavement.

>  **Confirmer l'exploitation historique du patrimoine forestier**  et son rôle dans l'exploitation des sols.

>  **Faciliter la cohabitation**  entre les agriculteurs, les sylviculteurs, les résidents, les touristes (cf orientation 6).



>  **Reconquérir les surfaces agricoles perdues**  pour permettre le confortement, le développement voire l'installation d'activités agricoles.

>  **Protéger les parcelles agricoles de la friche.**



# 4

## Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable



La commune de Laval possède **un patrimoine bâti remarquable** qui participe largement à la qualité de vie des habitants d'une part, et forge les caractéristiques de **l'identité communale rurale** d'autre part.

Ce patrimoine est aujourd'hui à **protéger et valoriser**.

Parmi ces sites :

- La tour de Montfallet,
- L'église St Etienne et la chapelle des Alleman au bourg et la chapelle Ste Gertrude à Prabert,
- Les fours et les 30 bassins communaux,
- Patrimoine minier (four à griller, mines...)
- Les centrales hydrauliques du Ruisseau et de Loury,
- Les maisons traditionnelles dauphinoises,
- Les châteaux de la Martelière et de Gordes.

# 4 Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable



## Les Orientations

> **Préserver et valoriser le patrimoine bâti**, qu'il s'agisse de bâtiments à l'intérieur des ensembles urbains (hameaux) ou de bâtiments isolés (granges, haberts) ou de petit patrimoine (bassins, fours...) ; cette orientation passe par un inventaire des éléments bâtis traditionnels présentant un intérêt architectural et/ou urbain, et par la mise en place de préconisations en vue de leur protection et de leur restauration.



> **Travailler le lien** entre parcelles privées et espace public (ouvrages de soutènement, haies arbustives, transparences ...)



> Valoriser et sécuriser le **site de Loury** (patrimoine industriel).



# 5

## Protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques



La commune de Laval comporte de **nombreux secteurs associés à l'eau** :

- Tourbières (col des Mouilles, Prabert),
- Nombreuses zones humides ponctuelles,
- Nombreux torrents et ruisseaux de montagne,
- Sources.

- Ces milieux humides revêtent un intérêt important, en termes paysagers mais également environnementaux
- Boisements le long des cours d'eau qui font fonction de corridors biologiques pour de nombreuses espèces,
- Présence de faune aquatique,
- Biodiversité remarquable.



# 5 Protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques



## Les Orientations

La commune souhaite renforcer la protection de ces milieux par la mise en place de **mesures ciblées** :

> **Protéger les périmètres de captage** et préserver la qualité de l'eau distribuée.

> **Préserver la qualité des cours d'eau** en permettant le développement des capacités épuratoires collectives.

> Encourager le maintien ou le retour de **pratiques agricoles** adaptées dans les secteurs fragilisés (tourbières notamment).

> **Diminuer l'aléa de ruissellement** en limitant l'imperméabilisation des sols et en encourageant l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle.

> **Diminuer l'aléa de crue des cours d'eau** en préservant des **zones tampon** (maintien des zones humides) en veillant à l'entretien des berges et en permettant la réalisation d'aménagements de sécurité hydraulique.





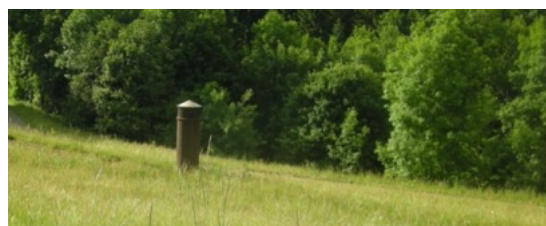
# 6 Préserver et redynamiser le développement économique



Les activités économiques recensées sur la commune relèvent essentiellement des domaines suivants :

- **Activité agricole** : 8 exploitations agricoles à titre principal, tournées vers l'élevage, dont certaines développent des circuits courts (vente directe à la ferme, marchés, AMAP) qui permettent aux exploitants de valoriser leurs produits,
- **Activité forestière et sylvicole**,
- **Activités liées au tourisme et aux loisirs** : gîtes (souvent rattachés à une exploitation agricole), chambres d'hôtes, activités de pleine nature, chemin d'Assise.
- **Hydroélectricité**, prise d'eau, conduites forcées, transport d'énergie,
- **Artisanats, commerces**, restauration et activités tertiaires,

C'est la présence de ces activités sur le territoire communal qui lui permet de conserver une **vitalité certaine**, et de présenter une physionomie variée.



# 6 Préserver et redynamiser le développement économique



## Les Orientations

> **Consolider l'activité économique liée à l'agriculture** (source d'emploi, de productions locales de produits de qualité, d'animations rurales et touristiques et activité essentielle au maintien du cadre de vie). (cf orientation N°3).



> Accompagner les **développements possibles de l'activité forestière** par la prise en compte des contraintes liées aux transports des grumes, par la création de chargeoirs, par la réflexion sur les tracés des chemins et des routes forestières.

> Encourager le développement économique en facilitant le **développement privilégié de la couverture numérique** sur Laval en très haut débit.

> Favoriser **l'implantation et le développement d'activités artisanales sans nuisances**, commerciales (restauration, commerces de proximité), ou tertiaires.



# 6 Préserver et redynamiser le développement économique



## Les Orientations

> Valoriser et encourager l'économie touristique, et encadrer sa gestion, notamment par rapport à la question **des flux automobiles générés** (superposition des pratiques promeneurs/randonneurs avec l'habitat résidentiel).



> Renforcer le **développement de l'activité touristique et de loisirs** sur la commune

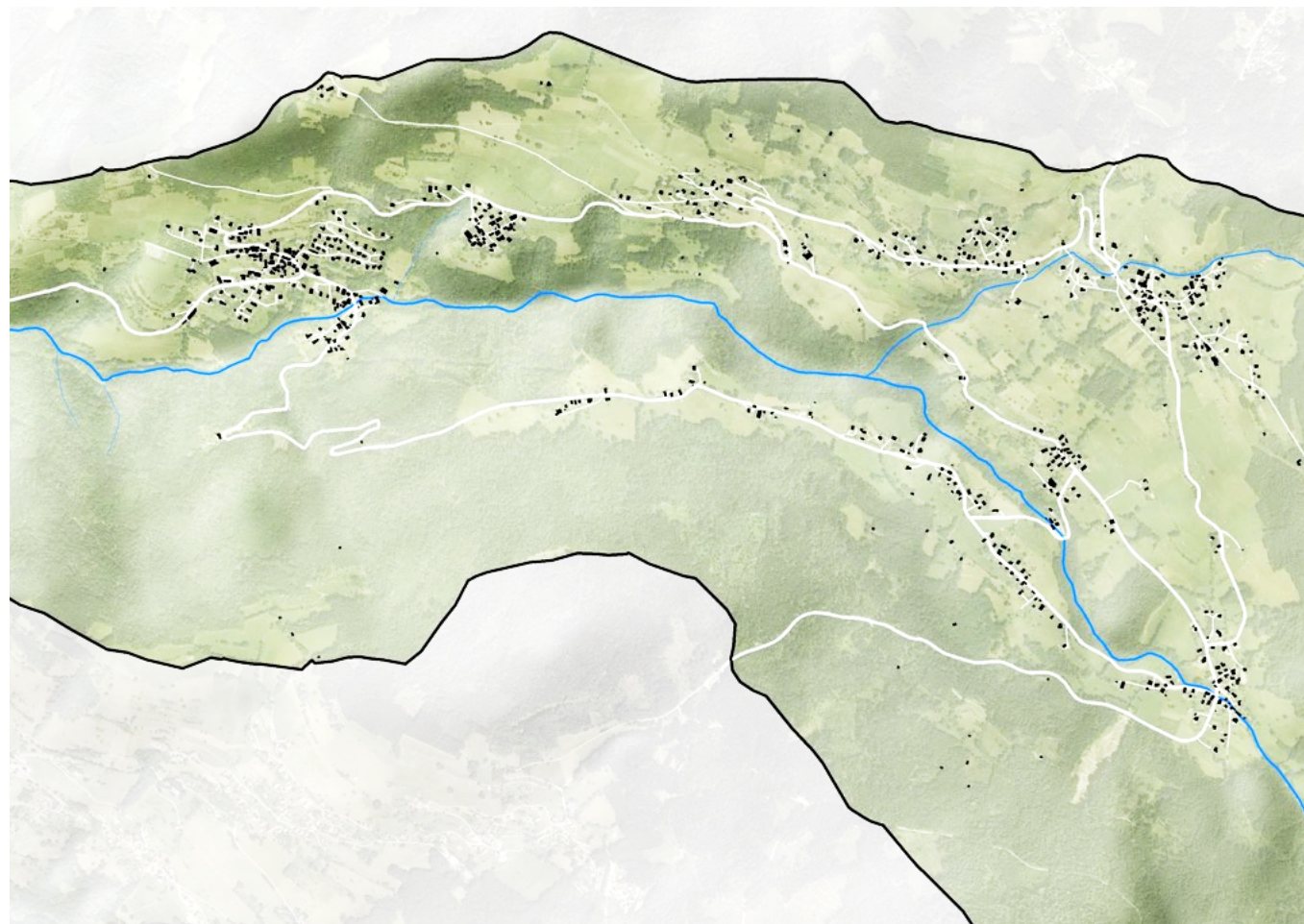


# 7 Améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux



La commune de Laval est traversée par la RD 528, RD 280 et RD 280 F. Elle **subit les nuisances d'un trafic** qui génère du bruit, de la pollution et de la dangerosité. Un manque de stationnement est à signaler.

C'est pourquoi la commune désire **améliorer les conditions d'accès, d'usage et de partage de l'ensemble des espaces publics** (urbains et naturels).





# 7 Améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux



## Les Orientations

> Mettre en place les conditions permettant d'améliorer la **cohabitation entre piétons et automobiles**, à la fois dans une orientation de sécurisation mais également par rapport à la question du stationnement sur l'espace public.



> **Travailler les zones accidentogènes** et sécuriser les sorties sur les routes. (secteur du ruisseau, intersection planeysard – carnival...)



> **Limiter les déplacements** en facilitant le télétravail .

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE L'ISERE**  
**Commune de LAVAL**

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE LAVAL**

**Séance du : Mardi 07 mai 2019**

**NOMBRES DE MEMBRES**

----- !					
Afférents !		! Qui ont pris !			
au Conseil ! En exercice !		part à la !			
Municipal !		! délibération !			
----- !					
15 !	15 !	12 !			
----- !					

Date de la convocation : 20 mars 2019

L'an deux mil dix-neuf  
et le mardi 07 mai à 20h30  
le Conseil Municipal de cette Commune,  
régulièrement convoqué, s'est réuni  
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de  
ses séances, sous la présidence de Monsieur  
Sébastien EYRAUD, Maire.

**PRESENTS** : Sébastien EYRAUD - Serge CHARLES-VALLET - Gérard BRUNET-MANQUAT - Pierre COLOMBINI - Paul PRALLET - Martin GERBAUX - Joël FOUILLET - François DORIN - Guy RAJAT - Sylvain ZANARDI - Agnès ROUET - Christelle GENOULAZ

**ABSENT EXCUSE:**

**ABSENTS** : Thomas BERGER - Jacqueline HOLLARD - Yolande VALLEE

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Nathalie HAMON, secrétaire auxiliaire

La séance est ouverte à 20H30.

Le compte-rendu de la séance du mardi 26 mars 2019 est approuvé.

**DELIBERATION N° 19-2019**

**DEBAT SUR LE PADD (Plan d'aménagement et de développement durable)**

M. le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et que, ensuite du jugement du tribunal administratif de Grenoble annulant l'approbation du PLU, il a été décidé de reprendre la procédure au stade de la concertation.

Le chapitre 3 du titre II du code de l'urbanisme fixe le contenu, la finalité et les procédures d'adoption ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme.

L'article L. 151-2 du Code de l'urbanisme dispose que le PLU comporte un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

En application de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme, ce PADD :

- Définit les orientations générales d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- Définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.
- Fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- Peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Par ailleurs, le premier paragraphe de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme prévoit que « Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du



*conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. »*

Monsieur le Maire rappelle les 7 grandes orientations retenues dans le contexte de l'élaboration du PADD de la commune :

**Orientation 1 : maîtriser l'urbanisation avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale.**

**Orientation 2 : protéger et valoriser le patrimoine naturel.**

**Orientation 3 : protéger et valoriser le patrimoine sylvicole et agricole.**

**Orientation 4 : préserver et valoriser le patrimoine bâti.**

**Orientation 5 : protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques.**

**Orientation 6 : préserver et redynamiser le développement économique.**

**Orientation 7 : améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux.**

A cette occasion, plusieurs conseillers municipaux se sont exprimés pour donner leur point de vue sur les modifications à apporter aux orientations générales du PADD évoquées précédemment et notamment sur les points suivants :

Orientation 1 maîtrisé l'urbanisation avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale:

Il est constaté que dans le chapitre sur l'étalement urbain, il n'est cité que les voies départementales.

Monsieur Sylvain ZANARDI, adjoint aux travaux, propose de remplacer le terme « départementale » par « de circulation ».

Le terme « voie départementale » est remplacé par « voie de circulation ».

Orientation 2 : protéger et valoriser le patrimoine naturel.

Il est constaté que seul ENS Communal est inscrit.

Madame Agnès Rouet, Adjointe à la vie scolaire, propose de nommer l'ENS en question : « ENS du Col des Mouilles »

Monsieur Pierre Colombini, conseiller municipal, se demande comment on peut appliquer le règlement sur les valeurs paysagères.

Monsieur Sébastien Eyraud, Maire, précise qu'il y aura un classement spécifique des haies remarquables.

Monsieur Sylvain ZANARDI, 2eme Adjoint, demande pourquoi seules les haies sont spécifiées, que certains arbres sont aussi remarquables et peuvent entrer dans ce cadre.

Orientation 3 : Protéger et valoriser le patrimoine agricole et sylvicole

Il est constaté qu'il est noté « qu'il convient de protéger les zones agricoles ».

Monsieur Sylvain ZANARDI, 2eme adjoint, fait remarquer que c'est le classement en Zone agricole qui permet de protéger ces terrains.

Martin Gerbeaux, conseiller municipal, propose d'ajouter la phrase suivante : « qu'il convient de protéger l'accès des terrains plats et mécanisables ».

Sébastien Eyraud, Maire, précise qu'il existe des problématiques d'accès à certains terrains plats et propose d'ajouter la phrase suivante : « garantir l'accès des zones stratégiques ».

Joël Fouillet, conseiller municipal, interroge sur l'intérêt d'ajouter cette phrase, dans la mesure où tous les terrains bénéficient d'un accès.

Sébastien Eyraud, Maire, fait remarquer que quelques terrains ont des problématiques d'accès et donne des exemples concrets.

Pierre Colombini, conseiller municipal, fait remarquer que des personnes comptent sur le PLU pour résoudre ces problèmes d'accès.

#### Orientation 4 : Préserver et valoriser le patrimoine Bâti remarquable

Monsieur Sébastien Eyraud, Maire, propose d'ajouter la phrase suivante : «Petit patrimoine (bassins, fours...) ». Il fait remarquer que ces bâtiments, même s'ils sont moins imposants que la Tour Montfallet par exemple, constituent aussi une part importante du patrimoine de la commune.

Monsieur Sébastien Eyraud, Maire, propose de supprimer la phrase suivante « Maintenir autant que possible les bassins en eaux en les raccordant sur des sources ». Il fait remarquer que cet article ne trouve pas d'applications dans un règlement d'urbanisme et ne peut donc faire partie du PADD.

Christelle Genoulaz, conseillère municipale, demande si la suppression de cet article n'aura pas d'impact sur l'écoulement de l'eau dans les bassins. Une réponse est apportée en séance sur ce point hors du champ de l'urbanisme.

#### Orientation 5 : Protéger les ressources en eau potable et les milieux aquatiques

Monsieur Sylvain Zanardi, 2eme adjoint, propose de remplacer le terme « qualité des réseaux de distribution » par « préserver la qualité de l'eau distribuée », précisant que la finalité est la qualité de l'eau et non des réseaux, qui ne sont qu'un moyen d'atteindre l'objectif.

Monsieur Sébastien Eyraud, Maire, propose d'ajouter la phrase suivante : « en permettant le développement des capacités épuratoires collectives ».

Sylvain Zanardi, 2eme adjoint, fait remarquer qu'une installation à usage public est prévue sur toutes les zones.

Martin Gerbeaux, conseiller municipal, propose d'ajouter la phrase suivante « pratiques agricoles adaptées » dans les secteurs fragilisés afin de garantir la préservation des milieux.

Sylvain Zanardi, 2eme adjoint, propose de supprimer « entretien des berges du ruisseau ».

Guy Rajat, conseiller municipal, fait remarquer que l'entretien est un élément important pour limiter les risques et qu'on ne peut pas le supprimer.

Martin Gerbeaux, conseiller municipal, suite à la remarque de Monsieur Rajat, propose d'ajouter la phrase suivante « permettant des aménagements de sécurité des berges ».

Sébastien Eyraud, Maire, propose d'ajouter la phrase suivante « permettant la réalisation d'aménagement de sécurité des ruisseaux ».



Pierre Colombini, conseiller municipal, propose d'ajouter « entretien des berges » et fait remarquer que l'entretien des berges est important et qu'il a une influence sur le zonage des aléas des crues torrentielles.

#### Orientation 6 : Préserver et redynamiser le développement économique

Martin Gerbaux, conseiller municipal, propose d'ajouter la phrase suivante « accompagner les mutations agricoles (maraichage) ». en précisant que c'est, en plus de l'élevage, un secteur qui concerne la commune.

Guy Rajat, conseiller municipal, fait remarquer que si on met maraichage, il faut aussi mettre l'apiculture et tous les domaines qui concerne la commune sans se limiter au maraichage.

François Dorin, conseiller municipal, demande quelles applications peuvent être faites au « haut débit ».

Serge Charles Vallet, conseiller municipal, donne l'exemple de la construction d'un nœud de raccordement optique (NRO).

#### Orientation 7 : Améliorer la sécurité des déplacements dans le bourg et les hameaux

Monsieur Sébastien Eyraud, maire, propose de supprimer la phrase suivante « co-voiturage et transport collectif », précisant que la commune ne pouvait pas trouver d'application dans un document d'urbanisme, les transports collectifs étant gérés par la communauté de communes.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5216-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.151-2, L.151-5, L. 153-12 ;

Vu la délibération en date du 28 janvier 2009, complétée par la délibération N° 13-2015 du 17 février 2015 prescrivant la révision du plan d'occupation des sols (POS) pour élaborer le plan local d'urbanisme (PLU), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;

Vu la délibération N° 49-2015 du 24 août 2015 du conseil municipal de la Commune de Laval relatif au débat sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme et à ses orientations générales;

VU la délibération N°44-2016 en date du 2 mai 2016 de la Commune de Laval relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération N° 18-2019 du 7 mai 2019 de la Commune de Laval relative à l'Annulation de la délibération d'arrêt du projet de PLU de Laval, du bilan de la concertation et à la reprise de cette concertation avant un nouvel arrêt du projet,

Vu l'avis des personnes publiques associées : l'avis de RTE en date du 27/05/2016, l'avis de la DDT en date du 20/07/2016, l'avis du CRPF en date du 14/06/2016 et 11/01/2017, l'avis de l'INAO en date du 30/06/2016 et 16/01/2017, l'avis de la CDPENAF en date du 30/06/2016, vu l'avis du département en date du 2/08/2016, vu l'avis du SCOT en date du 02/08/2016, vu l'avis de la chambre d'agriculture en date du 03/08/2016 et du 06/01/2017

Vu la présentation du projet de PADD aux élus communaux lors d'une réunion du 30 avril 2019 ;

Vu la présentation du projet de PADD en réunion publique du 9 juin 2015 et du 29 avril 2019 ;

Vu les orientations générales du projet de PADD annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite ;

Envoyé en préfecture le 14/05/2019
Reçu en préfecture le 14/05/2019
Affiché le 14/05/2019
ID : 038-213802069-20190507-DELIB07052019-DE

Considérant le débat qui a eu lieu sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables,

Le Conseil municipal a débattu les orientations générales du PADD et en prend acte.

**Fait et délibéré en Mairie les jours, mois et an que dessus.**  
**Au registre sont les signatures.**  
**Pour copie conforme.**  
**Transmis en Préfecture le : 14 mai 2019**

**Monsieur le Maire**

**Sébastien EYRAUD**

